

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 19 (1927)
Heft: 5

Artikel: Aperçu sur la signification et l'orientation du commerce extérieur suisse
Autor: Meierhans, Paul
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383644>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

pays. Dans les différents Etats, il faut que les prix et les salaires réels de la masse des consommateurs, que la production et la durée du travail soient mis en harmonie. Il est évident que le chômage pourra être atténué par des mesures internationales dans le domaine de la liberté et du droit de domicile, mais ne pourra pas être supprimé définitivement. Il reste donc un problème pour les différents Etats, dont la solution doit être recherchée par chacun d'entre eux.

III.

Si l'on considère les tâches de la conférence et si l'on se demande quelles en sont les chances de succès, nous plaçons alors des espérances en elle avec une seule réserve: qu'elle crée un organe permanent pour le traitement des questions d'actualité et litigieuses de l'économie mondiale, un organe administratif sous la haute surveillance de la Société des nations, lequel complète en particulier ses travaux et les exécute définitivement. La conférence n'épuiserait certainement pas ses chances restreintes de succès si elle n'agissait pas en ce sens pour assurer l'efficacité de son œuvre. La création d'un tel organe économique international constitue la tâche la plus importante de la conférence économique internationale. Cet organe devrait surveiller les conditions économiques mondiales, favoriser l'établissement de statistiques sur la production et le commerce, répandre l'idée de la collaboration économique parmi les peuples et se charger d'aplanir les conflits de la politique commerciale des pays. A l'instar du Bureau international du travail avec ses conférences du travail, l'Office économique international devrait discuter les problèmes économiques mondiaux dans des conférences économiques périodiques et chercher à les résoudre.

Si la conférence réussit à assurer ainsi l'existence de son œuvre commencée, elle devrait procéder alors à l'introduction du travail commun dans l'économie mondiale. Le développement de ce travail commun — il faut absolument que la classe ouvrière soit toujours au clair à ce sujet — ne sera pas déterminé à la conférence économique internationale ou par le futur Office économique international, mais par les forces économiques organisées des différents pays. C'est là que la décision sera prise, là, dans les luttes économiques et politiques de chaque peuple, au sein du pays même.

Aperçu sur la signification et l'orientation du commerce extérieur suisse.

Par *Paul Meierhans*.

Une entité économique en dehors du marché mondial ou qui n'en dépend que vaguement, peut n'être que faiblement intéressé par une crise du marché mondial ou de la production mondiale; son existence n'étant que peu ou pas du tout touchée par ces évé-

nements. Elle ne considérera la conférence économique internationale siégeant actuellement à Genève que comme un fait à peine digne d'attention. Il en est tout autrement pour les pays dont l'existence ou la dépendance économique se trouve liée étroitement à l'économie de tous les autres Etats ou du moins à un grand nombre d'entre eux. Pour ces pays-là, la conférence économique mondiale représente peut-être l'événement le plus important de la période d'après-guerre, et d'innombrables espoirs sont placés en elle. A l'exception de la Hollande et du Danemark, il n'est sans doute aucun autre pays européen dont la prospérité dépend comme la Suisse, autant d'une réglementation équitable des relations commerciales internationales et des mesures pour surmonter la crise de la capacité d'achat. Les grands Etats qui nous entourent seraient par exemple à même de parer dans une large mesure aux difficultés économiques par un relèvement de leur marché *intérieur*; car celui-ci absorbe déjà aujourd'hui jusqu'aux quatre cinquièmes de la production totale et ce alors que la capacité d'achat des larges masses ouvrières est vraiment misérable. La solution des difficultés qui existent dans ces pays incombe plutôt au marché intérieur qu'au marché extérieur. Et malgré cela, ils attendent beaucoup de la conférence de Genève, et ce sont eux les instigateurs de la réunion de ce grand concile économique. C'est pourquoi nous avons d'autant plus d'intérêt de suivre les événements et de formuler des vœux pour l'avènement d'une entente internationale. Nous reconnaissons bien les antagonismes d'ordre économique entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, car il est évident que les gouvernements capitalistes et leurs véritables soutiens poursuivent d'autres buts que ceux qu'ils veulent bien indiquer aux salariés. Néanmoins en ce qui concerne les questions qui seront discutées à Genève, les intérêts réciproques sont pour une large part identiques. Ensuite, la tâche qui incombera aux représentants ouvriers de tous les pays sera de veiller à ce que la classe ouvrière obtienne la part d'influence qui lui revient équitablement dans le développement économique futur. En langage concret, l'ouvrier suisse a certainement un intérêt éminent à ce que le commerce extérieur soit ranimé; il ne peut que s'estimer heureux si ses patrons, de concert avec les patrons des autres pays, suppriment les obstacles entravant l'exportation. Afin de pouvoir bénéficier des avantages du nouvel état de choses sous forme de meilleures conditions d'existence, il aura encore à entreprendre des luttes sur le terrain national. Mais la condition pour cela réside dans la prospérité de l'économie. Il convient de se rappeler qu'« il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

La dépendance de la Suisse et sa participation au marché mondial ressortent clairement du mémorandum de la Société des nations. Prenons par exemple l'échelle de la *quote par habitant* du commerce extérieur (échelle laissant certainement à désirer à plus d'un point de vue), c'est-à-dire la valeur de l'importation et de

l'exportation par tête de population en comparaison des autres pays. Les calculs ont été effectués pour 70 pays du monde et cela pour la dernière année d'avant-guerre (1913) et pour les années 1924 et 1925. Il ressort de ces calculs que la Suisse vient en *septième rang* avec un montant de 224 dollars par habitant (123 dollars pour l'importation et 101 dollars pour l'exportation); en Europe, elle ne se trouve dépassée que par les Pays-Bas et le Danemark qui viennent en cinquième, respectivement en sixième rang. Vient en tête pour le commerce extérieur la Nouvelle-Zélande avec 369 dollars par habitant; en dernier rang vient la Chine avec un peu plus de 3 dollars. Les chiffres absolus n'offrent qu'un intérêt très limité, mais leur niveau réciproque nous donne cependant une vague idée sur l'importance du commerce extérieur des différents pays. On remarque au premier coup d'œil que le commerce extérieur a pour la Suisse une importance relativement plus grande que par exemple pour les Etats-Unis! Et cela correspond aussi absolument à la réalité. Cela ne signifie pas autre chose que notre économie publique ressent davantage les fluctuations du marché du travail que celle de l'Amérique du Nord et que, d'autre part, une crise survenant dans le marché intérieur a un effet beaucoup moins néfaste chez nous qu'une crise intérieure de même intensité aux Etats-Unis. L'importance des rapports commerciaux avec l'étranger ressort encore d'une autre comparaison. En Allemagne, sur un revenu populaire estimé à 50 milliards en chiffre rond, l'importation et l'exportation sont budgétées à 20 milliards en chiffre rond. En Suisse, sur un revenu populaire d'environ 5 milliards, la valeur de l'importation et de l'exportation s'élève à 4,5 milliards. Bien qu'il ne faille admettre ici les chiffres absolus qu'avec une certaine méfiance, surtout en ce qui concerne l'établissement de comparaison, ils sont quand mêmes propres à donner une image fidèle sur les conditions relatives.

Dans le commerce mondial prit dans son ensemble, la part de la Suisse joue naturellement un rôle presque imperceptible. En 1913, elle était seulement de 1,65 % et elle est encore descendue depuis à 1,41 % en 1925. Toutefois elle dépasse la part relative des pays européens suivants: Danemark, Suède, Espagne, Autriche, Russie, Pologne, Norvège, Yougoslavie, Hongrie, Roumanie, Finlande, Grèce, Portugal et les Pays baltes limitrophes. Le rang de l'Europe avec une grande part est passablement inférieur. Il ne comprend que l'Allemagne (8,17 %), la France (6,90 %), l'Italie (2,87 %), la Belgique (2,49 %) et la Tchécoslovaquie (1,75 %). Ainsi, selon la valeur absolue de l'importation et de l'exportation, la Suisse tient le *sixième rang* parmi les pays européens! Ce résultat illustre très bien la dépendance de la Suisse de l'étranger, même si l'on tient compte dans le calcul des erreurs inévitables. Il reste encore à citer qu'en comparaison de 1913 tous les grands Etats européens ainsi que la plupart des autres pays ont *perdu* en importance relative, tandis que les Etats-Unis, l'Inde, le Canada, le Japon,

la Chine, etc., ont pu accroître leur part. L'Europe n'a qu'à commettre encore une fois la folie d'une guerre fratricide et l'on en ressentira les conséquences d'une manière encore plus distincte. La part de l'Europe à l'importation mondiale est descendue de 61,6 à 55 % depuis 1913 et la part à l'exportation mondiale a même baissé de 55,2 à 44,7 %.

Revenons-en au commerce extérieur de la Suisse. Selon la valeur, nous constatons pour les années 1913—1925 une augmentation de 624 à 784 millions de dollars. Ce résultat paraît brillant. Mais si l'on prend en considération la dépréciation de l'or, le résultat précité se transforme totalement, car le commerce extérieur de l'année 1925 se révèle au moins un huitième inférieur à 1913. Cela se remarque surtout dans la diminution des quantités. Si l'on admet que la quantité est égale à 100 pour 1913, l'importation de 1924 accuse 87 et l'exportation 88, tandis que selon les prix l'index pour l'importation s'élève à 153 et pour l'exportation à 166 (1913: 100).

Considérons brièvement l'importation et l'exportation de la Suisse dans leur déplacement territorial depuis 1913:

a) *Importation.* Nous nous bornerons uniquement à donner des chiffres relatifs, vu que ceux-ci sont seuls capables de nous fournir un tableau clair pour ce but. Donc, si l'on admet que l'importation totale dans l'année entrant en considération est égale à 100, il en résulte pour 1913 une part de 67,5 % pour les pays limitrophes de la Suisse, c'est-à-dire que plus des deux tiers du contingent de notre importation provenait avant la guerre (selon les résultats de la statistique du commerce) de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Autriche. En 1925, la part de ces pays était descendue de plus de la moitié de notre importation totale. Le pays le plus fortement représenté dans ce recul est l'Allemagne d'où nous tirions environ un tiers de notre importation en 1913 (32,9 %), tandis que sa part n'atteignait plus que 17,9 % en 1925. Ce résultat est à attribuer en première ligne à l'annexion de l'Alsace et la Lorraine à la France. La France même réussit à renforcer quelque peu sa position, car sa part monta de 18,1 % à 18,9 %. Malgré l'agrandissement de son territoire, la part de l'Italie a plutôt baissé; elle est d'environ 10 %. Tandis que nos pays avoisinants subissent un recul, les autres pays d'Europe plus éloignés accusent une augmentation dans la quote de notre importation. L'élévation de la part de l'Angleterre est remarquable; de 5,9 % en 1913, elle passa à 10,5 % en 1925. L'importation d'Angleterre dépassa cette année-là celle de l'Italie. La Belgique, la Hollande et les pays du nord ont également réussi à augmenter leur part, tandis que la Russie a presque complètement disparu. Le résultat final présente pour l'Europe une diminution de 81,6 % avant la guerre à 68,6 % en 1925. Avant la guerre, la Suisse tirait ses marchandises d'Europe pour les quatre cinquièmes, alors qu'en 1925 elle n'en tire plus

que les sept dixièmes. L'importation des pays extraeuropéens augmenta d'une façon adéquate durant le même laps de temps, soit de 18,4 % à 31,4 %, ce qui fait qu'en 1925 environ un tiers de notre importation provenait des autres pays du monde, contre moins d'un cinquième avant la guerre. Le pays auquel revient la plus forte augmentation est l'Amérique. En 1925, le 16,2 % de nos marchandises importées était de provenance américaine contre 10,1 % seulement avant la guerre. En outre, il y a encore l'Égypte et l'Inde dont l'importance s'est accrue. L'Extrême-Orient (Chine et Japon) a conservé son rôle de second plan comme pays fournisseur. Notre importation, prise dans son ensemble, accuse une source de provenance plus éloignée, laquelle s'est déplacée notablement dans la direction de l'Océan atlantique.

b) *Exportation.* Le développement pris par l'exportation est tout à fait le même, sauf dans une mesure moins prononcée. Le marché européen a perdu en importance, car la quantité de notre exportation a baissé de 73,6 la dernière année d'avant-guerre à 68,6 % en 1925. Néanmoins notre continent absorbe encore environ sept dixièmes de notre exportation et n'a rien perdu de son importance prédominante. Si la conférence de Genève réussit au moins à abaisser les barrières douanières pour l'Europe, des perspectives réjouissantes s'offrent de nouveau à nous. En ce qui concerne les pays qui nous entourent, l'importation aussi bien que l'exportation ont fortement diminué en comparaison de 1913. En 1913, ils absorbaient à peu près le 55 % de notre exportation totale, tandis qu'en 1925 ils n'accusaient à peine que 40 % (y compris les nouveaux Etats austro-hongrois). Il est vrai que cette proportion s'est quelque peu améliorée ensuite de la conclusion du traité de commerce avec l'Allemagne, toutefois nous sommes encore bien loin d'atteindre le chiffre d'exportation d'avant-guerre à destination de nos Etats limitrophes. Avant la guerre, un cinquième exactement des marchandises suisses d'exportation s'en allait à destination de la Belgique, de la Hollande et de l'Angleterre, en 1925 environ un quart. Mais l'amélioration de nos débouchés de deuxième et troisième rang ne réussit pas à combler la perte de ceux de premier rang, de sorte qu'il subsiste un recul relatif pour l'ensemble de l'Europe. Un semblable recul est enregistré également pour l'exportation à destination des Etats-Unis et du Canada, contrairement à la constatation générale. En 1913, ces deux pays de l'Amérique du Nord figuraient dans notre exportation avec un chiffre de 12,1 %, en 1925 ils accusaient encore 11,2 %. En ce qui concerne l'Afrique du Sud également, l'importance relative de l'exportation n'atteint plus jamais pendant les années d'après-guerre celle d'avant-guerre (1913: 4,1 %; 1925: 3,2 %). Par contre, l'Asie a doublé sa part proportionnelle de 2,8 à 5,6 %. L'augmentation la plus importante est celle du Japon qui s'élève de 0,6 à 2,3 %. La Chine et l'Inde ont également amélioré leur rang d'une manière sensible. L'aug-

mentation pour le continent australien et africain est analogue; toutefois les chiffres absolus de notre exportation à destination de ces continents-là sont encore bien modestes.

Tout bien considéré le point difficile de notre exportation se trouve cependant surmonté et cela présente un allègement pour les pays extraeuropéens; notre exportation se déplace toutefois distinctement de l'Atlantique vers l'Océan indien. La direction future qu'elle prendra dépend d'une multitude de facteurs imprévus ainsi que du succès ou de l'échec des délibérations de Genève.

Organisation internationale de la production.

Par *Max Weber*.

I.

Dans la plupart des pays, la guerre a eu pour conséquence une notable extension de la production, notamment dans l'industrie et l'extraction des matières premières industrielles. En même temps la guerre a occasionné une destruction considérable de richesse et a appauvri les masses populaires. Dans la période d'après-guerre, lorsque les besoins les plus urgents de la consommation furent couverts, la production qui avait augmenté entre temps ne trouva plus assez de débouchés, à cause de la capacité d'achat diminuée des consommateurs. Il y avait une grande disproportion entre l'offre et la demande. Il devait fatalement en résulter une crise économique mondiale avec des millions de chômeurs. Chaque pays prit des mesures de fortune dans le but de parer à cette crise. Or, aujourd'hui, après 6 ans de lutte contre la crise, on s'aperçoit que toutes les mesures prises pour protéger et encourager la production indigène ont eu apparemment un heureux effet sur l'économie nationale, mais qu'elles ont porté préjudice à l'économie publique des autres pays. Vu que tous les pays suivent la même pratique, notre économie nationale en souffre également. C'est donc là une situation sans issue.

Examinons d'abord, à l'aide de quelques chiffres, comment s'est développé l'appareil de production.

La production a été en pour-cent par rapport à 1913 de: *

Combustible				Produits chimiques			
	1913	1923	1925		1913	1923	1925
Charbon . . .	100	99	98	Phosphate . . .	100	98	123
Lignite . . .	100	124	143	Potasse . . .	100	109	130
Pétrole . . .	100	265	277	Soufre . . .	100	248	184
Textiles				Métaux			
	1913	1923	1925		1913	1923	1925
Laine . . .	100	84	93	Fonte . . .	100	89	97
Coton . . .	100	88	124	Acier . . .	100	104	119
Soie . . .	100	140	169	Cuivre . . .	100	125	140
Soie artificielle .	100	344	660	Aluminium . .	100	238	287

* Extrait du mémorandum sur la production et le commerce établi pour la conférence économique internationale.